

## **COMPTE RENDU COMMISSION MOBILITE DU 29/01/2024**

### **Membres présents de la Commission :**

J. CAHARD ; O. DECHAMPS ; F. DENIAU ; C. DUCHESNE ; J-M. DOUCET ; S. GARAND ; D. HEUDRON ; M. LEBORGNE ; G. LEGAY ; E. RENEE

### **Vice-présidents et maires non-membres de la Commission présents :**

D. MACE ; D. DELAFENETRE

### **Techniciens présents de la CCYN :**

A. BIGAULT-DAM ; L. PETIT

### **Ordre du jour :**

1. Bilan des trois dernières années et perspectives pour l'année 2024 des aides à l'achat de vélo ;
2. Avancement du dossier de délégation de service public pour le transport en commun ;
3. Présentation de la gestion du Vikibus pour l'année 2024 ;
4. Poursuite de l'expérimentation covoiturage pour 2024
5. Sollicitation du fond de concours CYCL'YN par la commune d'Ecretteville-lès-Baons.

#### **1. Aide vélos**

M. GARAND réalise la présentation du bilan 2021 – 2023 concernant les aides vélos.

La position de la commission transition écologique lors des discussions était de proposer une aide plus ciblée sur des vélos spécifiques. Le suivi de l'aide étant repris par le service mobilité, c'est à la commission mobilité de se positionner.

Les élus s'interrogent sur la position à tenir et notamment sur la nécessité de garder les aides pour les vélos enfants ou de cibler l'aide pour les gens à petit revenu. Après débat, il semble difficile de se baser sur le revenu.

M. RENEE estime qu'il faut limiter l'étendue de l'aide et proposer seulement un soutien pour les vélos spécifiques.

Mme DECHAMPS et Mme DENIAU souhaitent que l'aide pour les vélos enfants soit maintenue. Les membres de la commission sont en accord avec cette proposition. Il est décidé d'encadrer les conditions pour les vélos enfants, en limitant l'aide aux vélos d'un maximum de 24 pouces.

Il est décidé de prévoir une aide similaire pour les vélos pour personnes en situation de handicap et les vélos cargo – (600 euros).

Le règlement sera modifié en tenant compte de l'ensemble de ces remarques.

Il est envisagé par la suite de mettre en place un service de location de vélo électrique à partir du printemps 2025.

Mme DENIAU demande si un service de vélos électriques est mis en place, comment cela va être géré et si un budget étude est prévu. Elle estime qu'il est primordial d'étudier finement ce sujet (entretien du vélo, maintenance, mode de gestion, groupement de commande, etc.).

Mme LEBORGNE est sceptique sur la mise en place de ce type de service sur le territoire.

M. RENEE rappelle que ce service fonctionne bien sur d'autres territoires ruraux tel que Caux Seine Agglomération. Une étude fine sera menée sur les conditions de maintenance et de gestion du service avant d'envisager sa mise en place. Un budget étude a été inscrit au budget 2024

## **2. Avancement du dossier de délégation de service public pour le transport en commun**

Un point est réalisé sur le dossier de consultation et le planning 2024. Les délais sont serrés et un travail conséquent sera réalisé pour cette année.

## **3. Présentation de la gestion du Vikibus pour l'année 2024**

L'ensemble des actions engagées sont présentées. Les services de la Communauté de Communes reprennent les missions qui étaient menées par la ville jusqu'à présent.

Certains élus ont constaté que la mise à jour des poteaux était en cours de réalisation. M. RENEE indique que le partenariat avec l'ESAT pour la mise à jour des poteaux va permettre d'améliorer l'information des voyageurs. L'ensemble des poteaux à Yvetot et à Sainte-Marie des Champs sont nettoyés et mis à jour.

## **4. Poursuite de l'expérimentation covoiturage**

Enveloppe covoiturage renouvelées l'année prochaine : accord des membres de la commission pour poursuivre l'expérimentation.

## **5. Demande de fonds de concours – Commune d'Ecretteville-lès-Baons**

M. RENEE présente le projet prévu sur Ecretteville-lès-Baons.

Mme HEUDRON indique que les abris vélos proposés par le biais d'Alvéole sont souvent coûteux.

La commission est favorable à ce projet.

## **6. Autre sujet abordé**

Mme DECHAMPS demande si le schéma vélo va être revu. En effet, il y a moins de subventions si le projet n'est pas identifié dans le plan. Un projet est prévu sur Ste Marie des Champs, entre le centre-bourg et l'aire de covoiturage, et la piste prévue n'est pas identifiée. Une clause de revoyure serait peut-être à étudier ?

M. GARAND indique que des modifications à la marge ont déjà été réalisées. Toutefois, il faut conserver les grands principes validés collectivement tout particulièrement pour les pistes qui concernent plusieurs communes. Il faut se poser la question d'ouvrir la possibilité de modifier le schéma en tenant compte des études menées par les communes. Ce point sera discuté avec les agents en charge du schéma vélo.